

Art. 3. Dans l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 19 décembre 1996, 19 décembre 1997, 18 décembre 1998, 8 juin 1999, 31 mars 2000 et 13 juillet 2001, les 2° et 3° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 2° dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 13 juillet 2001 relatif à l'agrément et au subventionnement des services de logement assisté de personnes handicapées. »;

« 5° dans l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 1998 relatif à l'agrément et au subventionnement de services d'habitations protégées pour handicapés, étant entendu que le nombre de places est porté à 525 à partir du 1^{er} janvier 2002. Des 525 places, 100 places peuvent seulement être attribuées si elles sont réalisées par reconversion de places dans des homes pour travailleurs, homes pour non-travailleurs ou centres de jour. »

Art. 4. Dans l'article 5 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mars 1998 fixant les modalités de subventionnement par le « Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap » du logement sous accompagnement d'un particulier dans le cadre de la flexibilisation de l'offre de soins, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 18 décembre 1998, 31 mars 2000 et 13 juillet 2001, le nombre « 150 » est remplacé par le nombre « 155 ».

Art. 5. Dans l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 juin 1998 réglant l'agrément et le subventionnement des centres pour troubles du développement, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 17 juillet 2000 et 10 juillet 2001, le nombre « 3050 » est remplacé par le nombre « 3450 ».

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2002.

Art. 7. Le Ministre flamand qui a l'Assistance aux personnes dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

L. Ministre flamand de l'Aide sociale, de la Santé, de l'Egalité des Chances
et de la Coopération au Développement,
M. VOGELS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 3028

[C — 2002/27733]

13 JUIN 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004

Le Gouvernement wallon,

Vu la directive du Conseil 91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, modifiée par la directive 98/15/CE du 27 février 1998;

Vu le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié en dernier lieu par le décret du 15 avril 1999;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000 fixant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juin 2002;

Vu la proposition du conseil d'administration de la Société publique de gestion de l'eau, émise le 30 avril 2002;

Considérant le contrat de gestion avenant le 29 février 2000 entre le Gouvernement wallon et la Société publique de gestion de l'eau;

Sur la proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004, repris en annexe, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2000 fixant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004 est abrogé.

Art. 3. Le Ministre qui a la Politique de l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 1^{re}Programme des investissements en matière d'assainissement
et de protection des captages pour la période 2000-2004

Le présent programme des investissements vise, sur base des plans communaux généraux d'égouttage approuvés par le Ministre de la Région wallonne ayant l'eau dans ses attributions en vertu de l'article 33 du décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, modifié par les décrets du 23 juin 1994 et du 15 avril 1999, à la réalisation de l'assainissement des agglomérations de plus de 2 000 équivalents-habitants (EH) déterminées par l'arrêté ministériel du 22 février 2001 portant désignation des agglomérations dont le nombre d'équivalent-habitant (EH) est supérieur ou égal à 2 000 et en délimitant le périmètre d'égouttage, par la mise en place d'équipements d'assainissement public (stations d'épurations et/ou collecteurs) et de l'égouttage prioritaire.

Ce programme doit permettre à la Région wallonne de se mettre en conformité avec l'article 4 de la directive européenne 91/271/CEE relative au traitement des eaux urbaines résiduaires. Une priorité absolue est donnée aux agglomérations de plus de 10 000 EH, l'ensemble de la Région wallonne étant classée en zone sensible. Les infrastructures se rapportant à la capitale de la Wallonie et autres agglomérations sont ultra-prioritaires. Une priorité subsidiaire est octroyée aux agglomérations comprises entre 2 000 et 10 000 EH, pour lesquelles l'assainissement doit être mis en œuvre pour le 31 décembre 2005. Enfin, et de manière exceptionnelle, certains équipements d'assainissement portant sur des agglomérations de moins de 2 000 EH pourront être entrepris pour des raisons majeures de protection de l'environnement.

De surcroît, le programme d'investissements prévoit une part destinée à la nécessaire protection des captages, aux petits travaux d'entretien ainsi qu'à la mise en conformité, par l'adjonction d'un traitement tertiaire, des stations d'épuration existantes de plus de 10 000 EH.

La S.P.G.E. est de surcroît autorisée à procéder à des travaux se rapportant aux zones récréatives (zones de baignade en exécution de la directive 76/160) pour un montant global maximal de 28.129.160 euros, sur approbation des dossiers par le Ministre ayant l'Eau dans ses attributions.

Programme global pour la période 2000-2004

(tous les montants s'entendent hors T.V.A. en milliers d'euros)

Catégorie de travaux	2000-2001	2002	2003	2004	Total
Assainissement public	193.570	283.515	238.998	15.1593	867.676
Egouttage prioritaire	12.395	24.790	37.185	49.580	123.950
Protection des captages	25.997	12.565	12.196	12.282	63.041
TOTAL	231.962	320.870	288.379	213.455	1.054.667

PROGRAMME DETAILLE DES INVESTISSEMENTS

Préambule

Les montants précisés ci-dessous correspondent aux sommes qui seront réservées, année par année, aux travaux dont le détail est précisé dans les divers tableaux qui suivent. Les sommes ainsi débloquées impliquent une adjudication et un début physique des travaux dans l'année qui suit leur réservation. La Société publique de Gestion de l'Eau doit se conformer strictement aux investissements prévus dans le présent programme.

Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions peut décider, sur proposition de la S.P.G.E., dans le respect de son plan financier, déterminé de commun accord entre la S.P.G.E. et le Gouvernement au sein du contrat de gestion, de permutations de travaux au sein de ce programme et ce, dans le but évident de ne pas retarder la mise en œuvre de l'exécution de nos obligations européennes. En cas d'impossibilité de réalisation d'un travail, pour raisons dûment justifiées et, quoi qu'il en soit, indépendantes de sa volonté, la S.P.G.E. peut proposer au Ministre de le remplacer par un travail de réserve repris à la fin du présent programme d'investissements.

L'évaluation des résultats atteints par la S.P.G.E., en matière d'exécution du présent programme relatif à l'assainissement, se fera sur une base bisannuelle consolidée.

De plus, pour des raisons environnementales exceptionnelles, le Ministre peut soumettre au Gouvernement l'approbation de projets se rapportant à des agglomérations de moins de 2 000 EH, le plan financier de la S.P.G.E. restant intégralement respecté.

Les dossiers d'égouttage prioritaire seront déterminés par la S.P.G.E. et exécutés en fonction des montants disponibles. Les investissements prévus en matière d'égouttage prioritaire seront exécutés par la S.P.G.E. dans le cadre des mesures réglementaires arrêtées par le Gouvernement.

Les tableaux ci-après reprennent les investissements à effectuer dans le secteur de l'assainissement et pour la mise en conformité des stations de plus de 10 000 EH.

La S.P.G.E. exécutera le programme de protection des captages et en particulier les actions visées aux points 1°, 2°, 9°, 11° et 12° du § 2 de l'article 5 du décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables.

TABLEAU RECAPITULATIF DES INVESTISSEMENTS PAR SOUS-BASSINS VERSANTS

Conformément à l'article 2 du décret du 15 avril 1999, le présent programme d'investissements est articulé sur la notion de sous-bassin hydrographique, en prélude à une future gestion intégrée des bassins hydrographiques. Le programme d'action pour la qualité des eaux intégrera en son sein le présent programme d'investissements, évalué et adapté au moment de son approbation.

Le présent programme d'investissements fera passer le nombre d'EH concernés en Région wallonne par l'assainissement public de 1 588 325 EH au 1^{er} janvier 2000 à 3 815 205 EH au 31 décembre 2004. Sachant que des agglomérations de moins de 2 000 EH seront versées en épuration individuelle, on peut estimer que 90 % de l'assainissement public en Région wallonne sera mis en œuvre.

DETAIL DES INVESTISSEMENTS PAR SOUS-BASSIN HYDROGRAPHIQUE

Le tableau 1 reprend le détail des investissements du programme 2000-2004, par année et par sous-bassin hydrographique.

Le tableau 2 reprend les travaux autorisés dans le cadre du programme de réserve, selon les modalités précitées d'exécution du programme de réserve.

Le tableau 3 reprend les investissements autorisés en matière de zones récréatives, selon les modalités précitées de mise en œuvre.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2002 fixant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004.

Namur, le 13 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Annexe 2

Année	Sous-bassin hydrographique	Nom de l'ouvrage	Capacité de l'ouvrage (en EH)	OEA	Investissement proposé	Montant actualisé (en EURO)
2001	Amblève	STAVELOT	8.400	AIDE	Construction de la station d'épuration de Stavelot	2.815.278,17 €
2001	Dendre	ATH	18.000	IPALLE	Fonçage sous la route de Flobecq	314.676,04 €
2001	Dendre	BOUVIGNIES	500	IPALLE	Construction de la station d'épuration et pose des collecteurs de Bouvignies	606.599,32 €
2001	Dendre	LESSINES	12.000	IPALLE	Construction de la station d'épuration de Lessines	3.492.552,44 €
2001	Dendre	MARCQ	15.000	IPALLE	Collecteur et station de pompage de Marcq	654.011,93 €
2001	Escaut-Lys	PAS-A-WASMES	13.000	IPALLE	Collecteurs du Pas-à-Wasmes - Lot 5	345.631,45 €
2001	Escaut-Lys	PAS-A-WASMES	13.000	IPALLE	Collecteurs du Pas-à-Wasmes - Lot 4	1.266.665,61 €
2001	Escaut-Lys	PONT BLEU	16.500	IPALLE	Collecteurs du Pont Bleu - Lot 2	1.367.246,23 €
2001	Haine	BOUSSOIT	38.000	IDEA	Collecteur du Thiriau du Luc - Fonçages	1.390.418,62 €
2001	Haine	BOUSSOIT	38.000	IDEA	Collecteur du Thiriau du Luc - Gravitaire	2.525.052,37 €
2001	Haine	MORLANWELZ	18.000	IDEA	Collecteur d'adduction à la station d'épuration de Morlanwelz	300.994,42 €
2001	Haine	MORLANWELZ	18.000	IDEA	Assainissement du Petit Ruisseau	826.501,55 €
2001	Haine	TRIVIERES	36.000	IDEA	Génie civil de la station de pompage de Ressaix	434.393,49 €
2001	Haine	TRIVIERES	36.000	IDEA	Collecteur de la Haine - Phase 1	874.343,07 €
2001	Haine	TRIVIERES	36.000	IDEA	Electromécanique de la station de pompage de Ressaix	218.907,33 €
2001	Lesse	LIBIN	1.600	AIVE	Collecteur Cité des jardins à Libin	83.825,20 €
2001	Lesse	VILLERS-SUR-LESSE	500	INASEP	Fourniture du monobloc de la station de Villers-sur-Lesse	89.121,86 €
2001	Meuse aval	GELBRESSEE	2.000	INASEP	Collecteur d'eaux usées de Namur - Collecteur de Gelbressée-Boninne	1.146.562,39 €
2001	Meuse aval	NAMUR-BRUMAGNE	81.500	INASEP	Collecteur de liaison du viaduc de Beez (Lives)	1.575.621,75 €
2001	Ourthe	CHAWRESSE	2.100	AIDE	Construction de la station d'épuration de la Chawresse	883.136,65 €
2001	Ourthe	ESNEUX	7.500	AIDE	Collecteur d'Esneux	1.463.516,87 €
2001	Ourthe	RENDEUX	2.000	AIVE	Collecteur de Rendeux-Haut	242.456,43 €
2001	Sambre	DAUSSOIS	500	INASEP	Collecteur d'adduction à la station d'épuration de Daussois	459.255,97 €
2001	Sambre	METTET	4.000	INASEP	Collecteur de Mettet	1.522.344,97 €
2001	Sambre	SENZEILLE	2.000	INASEP	Collecteur d'eau usée de Senzeille et Villers-deux-Eglises	865.513,10 €

Année	Sous-bassin hydrographique	Nom de l'ouvrage	Capacité de l'ouvrage (en EH)	OEA	Investissement proposé	Montant actualisé (en EURO)
2001	Sambre	SOMZEE-LANEFFE	3.500	INASEP	Collecteur de Somzée-Laneffe - Lot 2	1.988.515,99 €
2001	Semois-Chiers	LIBRAMONT VERSANT VIERRE	6.100	AIVE	Construction de la station d'épuration de Libramont Versant-Vierre	1.388.375,18 €
2001	Senne	SOIGNIES (LES CERISIERS)	500	IDEA	Collecteur du lotissement des Cerisiers	61.886,47 €
2001	Senne	SOIGNIES (LES CERISIERS)	500	IDEA	Construction de la station d'épuration de Soignies - Les Cerisiers	328.173,30 €
2001	Vesdre	SOUMAGNE	9.800	AIDE	Construction de la station d'épuration de Soumagne	3.108.721,24 €
2002	Dendre	ATH	18.000	IPALLE	Extension de la capacité de la station d'Ath de 18 000 à 22 500 EH	743.680,57 €
2002	Dyle-Gette	NIVELLES	44.000	IBW	Collecteur de la Thines - Lot 6	818.048,63 €
2002	Dyle-Gette	ROSIERES (LASNES)	125.000	IBW	Collecteur de la Route de l'Etat	148.736,11 €
2002	Meuse aval	LA BEFVE	4.200	AIDE	Construction de la station d'épuration de la Befve	1.330.736,76 €
2002	Sambre	SOMZEE-LANEFFE	3.500	INASEP	Collecteur de Hanzinelle	408.894,99 €
2002	Senne	TUBIZE	25.000	IBW	Construction de la station d'épuration de Tubize	5.921.584,93 €
2003	Dyle-Gette	CHASTRE	10.500	IBW	Collecteur de Corbais - lot 2C4	1.239.467,62 €
2003	Dyle-Gette	GREZ-DOICEAU	20.000	IBW	Collecteur du Train - Lot 3	1.487.361,15 €
2003	Dyle-Gette	HAMME-MILLE	8.000	IBW	Collecteur de Beauvechain - Lot 1	867.627,34 €
2003	Dyle-Gette	LOUVAIN-LA-NEUVE	10.000	IBW	Construction de la station d'épuration de Louvain-la-Neuve	3.594.456,11 €
2003	Dyle-Gette	LOUVAIN-LA-NEUVE	10.000	IBW	Collecteurs de Louvain-la-Neuve	1.487.361,15 €
2004	Dyle-Gette	CHASTRE	10.500	IBW	Collecteur de Nil-Saint-Vincent	1.983.148,20 €

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juin 2002, fixant le programme des investissements en matière d'assainissement et de protection des captages pour la période 2000-2004.

Namur, le 13 juin 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET